

Le procès Ochoa en 1989 : un des sommets du totalitarisme castriste

Documents et commentaires

LES JOURNALISTES ET LES OBSERVATEURS de l'Amérique latine pêchent souvent par optimisme quand il s'agit de Cuba. Ils pensent ainsi aujourd'hui que le régime castriste change parce que le président Obama a fait quelques concessions à la direction politique cubaine, parce qu'il a abandonné sa défense rigide de l'embargo devant l'Onu et rétabli des relations diplomatiques entre Washington et La Havane.

S'ils croient, ces optimistes, que Cuba peut changer et s'« ouvrir » aussi facilement, c'est qu'ils ne tiennent pas compte de la nature totalitaire du régime, du contrôle de chaque individu et même de l'exigence d'une adhésion manifeste de chacun à ce régime, du parti unique et de la volonté de ses dirigeants de ne rien changer pour poursuivre leur mainmise juteuse sur une économie pourtant médiocre. Ils ne tiennent pas compte de la structure totalitaire de l'État cubain quand ils se penchent sur les réalités actuelles et même sur les réalités passées. Ainsi Batista est vu comme un terrible dictateur et l'aventure castriste comme une page toute nouvelle du socialisme où celui-ci peut s'harmoniser avec la liberté individuelle. Peu nombreux sont ceux qui acceptent d'esquisser quelques rapprochements entre Staline et Castro et même entre le castrisme et le régime politique que l'URSS imposait aux peuples d'Europe centrale et orientale.

Et pourtant : la critique de Staline par Khrouchtchev n'avait guère touché Fidel ni Raúl qui à cette époque parlaient sans retenue du « Grand Géorgien vainqueur de la Grande Guerre patriotique ». Et pourtant : la manière toute soviétique dont Fidel Castro s'est débarrassé d'ennemis potentiels issus des rangs mêmes du PC cubain mérite d'être rappelée, documents et calendrier à l'appui. En janvier 1989 ont lieu les premières élections libres en Pologne ; en mai, Gorbatchev annonce qu'il ne réprimera pas les mouvements qui agitent la RDA. La frontière s'est ouverte entre l'Autriche et la Hongrie. Castro sent venir le danger et il juge que céder au vent des réformes gorbatchéviennes mettrait en danger son bunker totalitaire. Le général Ochoa, le « héros de l'Angola, et ses « complices », tous soupçonnés d'aspirer à un socialisme réformé, paieront donc aussi pour cela. Le modèle de Fidel Castro, c'est alors



Le général Arnaldo Ochoa avec Fidel Castro

l'intransigeance d'un Staline. Le mimétisme est tel que jusque dans les détails, dans la forme, Castro va reproduire à son échelle un moment de la Terreur stalinienne: celui des grands procès. 1989 sera l'année d'un des grands procès de La Havane comme il y avait eu les grands procès de Moscou... Certes, Castro avait monté d'autres procès – celui d'Huber Matos en 1960 – et en montera d'autres – celui des 75 opposants de 2003, par exemple. Mais le procès de juin 1989 contre le général Ochoa, l'ancien commandant en chef du corps expéditionnaire en Angola, ressemble à un tel point aux répugnants procès de Moscou qu'il vaut la peine d'en rappeler les termes. Tout y est: une autocritique de l'accusé, et un procureur qu'on dirait tout droit sorti – malgré plus de soixante ans de retard – de la Loubianka...

Rappelons en quelques mots de quoi il s'est agi.

D'officiers supérieurs mécontents de ne pas être honorés comme ils pensent mériter de l'être après leur campagne en Afrique. D'officiers qui supportent mal la fêrule de la fratrie Castro et souhaitent d'autres perspectives pour l'île que le maintien du bunker totalitaire caraïbe. Un échange de propos aigres-doux au sein de ce groupe à l'égard de la direction semble avoir été enregistré le 27 mai 1989. Les participants à cette soirée privée (mais qu'est-ce qui est vraiment privé à Cuba?) sont arrêtés le 12 juin et bientôt dénoncés comme trafiquants de drogue.

L'histoire des implications de la direction castriste dans le narcotrafic reste à faire. Avec ces accusations de narcotrafic, ces hauts fonctionnaires arrêtés étaient-ils absurdement salis, comme Boukharine et quelques autres l'avaient été par l'accusation d'espionnage à la solde

de Hitler? Ou Castro fit-il d'une pierre deux coups, défendant son pouvoir et son idéologie contre les tenants de réformes profondes au sein du camp socialiste, mais aussi sacrifiant quelques boucs émissaires pour prouver qu'il ne finançait pas, lui, contrairement à ses camarades des Farc par exemple, certaines de ses opérations (politiques ou bancaires!) par le trafic de drogue? Après tout, le nom de l'ambassadeur cubain à Bogota avait été prononcé après l'arrestation au Mexique d'un caïd de la drogue et l'Américain Robert Vesco, autre trafiquant de haut vol, était même réfugié dans l'île depuis octobre 1982... D'une pierre deux coups et peut-être trois. Ochoa avait, dit-on, tenu compte le moins possible des ordres que lui donnait Castro depuis La Havane sur les opérations à mener en Angola. Insoumission insupportable.

Mais un éditorial de *Granma*, sans doute écrit par Fidel Castro lui-même, vise surtout à blanchir *El Jefe*, le Chef, en chargeant Ochoa : « Ochoa et quelques fonctionnaires du ministère de l'Intérieur en relation avec lui ont été en contact avec des trafiquants de drogue internationaux, ont passé des accords avec eux et coopéré dans des opérations dans les environs proches de notre territoire [*sic*]. Sur cet aspect extrêmement sérieux, qui peut avoir servi de fondements aux insidieuses campagnes de l'impérialisme contre la révolution cubaine, se concentrent maintenant les investigations ».

Cette dénonciation du groupe Ochoa pour avoir « sali l'île et ses dirigeants » – aux agissements parfaitement « limpides » – semble nécessaire, urgente même, aux yeux de Castro. Ochoa, bouc émissaire, est chargé des pires accusations pour confirmer l'innocence totale des frères Castro.

Les étapes qui mènent à la mise à mort d'Ochoa et de quelques-uns de ses « complices » sont les suivantes :

— Un « tribunal d'honneur » organise les **25 et 26 juin** une sorte de pré-procès au cours duquel Ochoa se livre à une autocritique parfois confuse, longue, répétitive mais particulièrement humiliante. La lire, c'est découvrir l'univers inquisitorial de la « justice » cubaine, un univers qui joue sur la reconnaissance de sa culpabilité par l'accusé lui-même. Un univers où le caractère totalitaire de l'entreprise menée contre l'individu Ochoa par l'exécutif, le législatif et le judiciaire confondus, éclate, sans qu'on puisse tout à fait écarter la dimension primitive d'une collectivité décidée à éliminer par la mort un esprit fort qui a tenté de rompre avec elle.

Voici cette autocritique, dont on ne peut pas dire que son expression soit parfaitement claire. La traduction officielle que nous avons reprise telle quelle, marquée par la crainte d'être prise en flagrant délit d'interprétation, n'explique pas tout. Elle vise en tout cas et en priorité à mettre hors de cause les frères Castro. Elle illustre aussi l'exigence de la part de tout régime totalitaire d'une adhésion profonde, intime aux impératifs du Parti – y compris celle d'un verdict sans la moindre indulgence :

« Avant de parler des imputations qui m'ont été faites, je me sens dans le devoir élémentaire, parce que cela a été mon principal souci... Tous ces jours-ci j'ai suivi la presse, la télévision, la radio, le discours du ministre, les opinions des ouvriers, la condamnation de tout cela et, entre parenthèses, je dois dire que je pense comme eux. Jamais, d'aucune manière, je n'essaierai de justifier un acte de ce type.

Cela dit, dans tout cela, mon principal souci n'a pas été ma personne mais la Révolution. Pourquoi? Parce que tout au long de son histoire, la Révolution a suivi une politique très limpide, très droite, par rapport à toutes ces affaires de trafic de drogues, et alors que le Parti affirmait qu'il n'avait rien à voir là-dedans, nous nous occupions de ces affaires.

C'est-à-dire que, sans aucun doute, cela pouvait susciter et a suscité chez l'ennemi des doutes sérieux sur la véracité de ce qu'on disait, de ce que disait la Révolution, en particulier – le commandant en chef qui a toujours suivi une politique on ne peut plus limpide en ce qui concerne la drogue.

Je veux exprimer devant ce tribunal, bien que je sois convaincu que vous le sachiez, que ni le commandant en chef, ni le ministre, ni le parti, ni le gouvernement, ni personne dans les Forces armées n'ont jamais rien eu à voir dans tout cela, que tout cela s'est échafaudé dans mon esprit. Et je veux assumer avant tout cette responsabilité, puisque je crois que, de toutes celles qui me sont imputées, celle-ci est la plus grave. En raison de ses connotations nationales et internationales. Je voulais donc avant tout dire... déclarer ceci devant vous. Parce que je le répète, aucun souci d'ordre personnel ne vient à l'esprit, loin de là. Il y a l'indignation du peuple et, entre parenthèses, je crois qu'il ne peut y avoir de condamnation plus grave que la réprobation du peuple. Je ne crois pas qu'il puisse y avoir quelque chose de pire.

Je suis le responsable matériel; c'est dans mon esprit que s'est montée toute l'affaire, le responsable moral, le responsable dans tous les sens du terme. Même ceux qui m'ont suivi dans cette affaire n'ont rien eu à apporter. Tout venait de moi.

Je ne peux pas expliquer ici quels ont été les mobiles ou ce qui m'a poussé à agir ainsi, je ne crois pas que ce soit important.

Je suis aussi conscient du cas... de la situation particulière de ce corps de généraux, du seau de fange que j'ai déversé sur les généraux: j'ai pensé à tout ce que cela a d'indigne et j'ai pensé qu'une trahison est une trahison, d'où qu'elle vienne. J'ai pensé à ce que beaucoup de gens pourront dire de nos généraux: « Hier, un bandit a trahi, c'était Del Pino, et aujourd'hui un autre: Ochoa ».

Croyez-moi: j'éprouve une profonde douleur à l'idée d'avoir déversé cette boue sur notre corps de généraux.

En ce qui concerne les accusations qui m'ont été faites, je dois ajouter que non seulement ce qui a été lu ici aujourd'hui mais aussi tout ce qui a été dit dans la presse, à la télévision, tout

est exactement conforme à la vérité et je crois que le récit que vient de faire le ministre est beaucoup plus explicite que ce que je pourrais dire moi-même. Je ne pourrais pas établir une chronologie des faits comme celle de ce document; autrement dit: il en est bien ainsi.

Je voudrais aussi dire une chose: le ministre a dit quelque chose et c'est exactement comme ça. J'y ai beaucoup réfléchi parce que je me suis demandé ce que j'allais dire ici aujourd'hui. Au milieu de tant de choses, comment être le plus concis possible et faire passer l'idée de... notre responsabilité.

Je vous dirai qu'au milieu des tourments que j'ai vécus et que je vis, ceux de la trahison à la patrie, il n'est pas facile de centrer la réflexion sur les motifs qui m'ont conduit peu à peu à cet état de dégradation.

Je crois a priori qu'on commence toujours par quelque chose dans la vie, par un détail. On grogne lorsqu'on reçoit un ordre, et vient le moment où on finit par penser que tout ordre qui nous parvient du commandement supérieur est un ordre mal donné. Sur cette pente, on acquiert un mode de pensée indépendant et on finit par croire qu'on a raison; c'est ainsi que, de manière immorale, on justifie les horreurs qu'on commet... Et je peux vous donner quelques exemples: la vérité est ici et elle n'est pas telle que je me la représentais à un moment donné. Oui, j'ai terminé ma mission en Angola et je suis rentré avec un peu d'argent, chose que je n'avais jamais faite de ma vie, et je me suis dit: «Je vais m'en servir pour l'Armée occidentale». Supposons que ce ne soit pas si mal que ça. J'allais l'employer dans l'Armée occidentale; elle a besoin d'un tas de choses...

Autrement dit, c'est une immoralité et personnellement, on se justifie parce que vient le moment où on ne sait plus ce qu'on fait, on perd la tête —oui: on perd la tête et je vous le répète, il y a des choses dont ce n'est pas seulement qu'elles soient injustifiables, mais c'est qu'on ne peut pas les expliquer; on ne le peut pas.

Ce n'est pas le courage qui me manque mais les mots, car ce n'est pas seulement vous et le peuple qui êtes indignés. Moi aussi, je suis indigné contre moi-même. S'il y a un être humain qui n'a jamais eu de raison de faire une chose pareille, c'est bien moi. Je n'avais pas le moindre motif. Ce qui se passe, c'est qu'on fait une chose puis autre chose, isolément, et c'est quand on les réunit qu'on voit qu'on a commis des horreurs. Mais sur le moment, on ne s'en rend pas compte, vous comprenez? Sans aucun doute, c'est de là que vient la dégradation, les problèmes moraux, tous les problèmes. Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de le répéter.

Mais ce que je tiens à dire aux camarades, c'est que je crois avoir trahi la patrie et je vous le dis en toute honnêteté, une trahison, on la paie de sa vie. Oui, malheureusement, je me suis corrompu et jamais de la vie, je n'ai manqué d'aide. Ce qui se passe, c'est que les camarades peuvent aider quand ils savent, pas quand ils ne savent pas. Je ne crois pas qu'il y ait de meilleure aide que celle que je n'ai jamais recherchée, celle de



l'auto-analyse. Il faut s'analyser soi-même, se demander si on est d'accord ou non avec sa propre conduite.

Je crois qu'il y a des gens plus enclins que d'autres, par leur caractère, à commettre ce genre d'erreurs, et j'en suis. D'autres sont plus disciplinés, ils sont nés ainsi et ils pratiquent la discipline, ce qui fait qu'ils y sont moins enclins.

Jamais je n'ai recouru à l'auto-analyse, disons comme à une arme pour défendre ma conscience, je crois que je n'ai jamais fait ça. Les horreurs qui ont été commises dans cette affaire ont été exposées et les camarades se prononceront. Bien sûr, je suis conscient que, pas dans le temps qu'il me reste à vivre, mais en deux cents ans d'héroïsme, je serais incapable de dédommager la Révolution. Une telle vanité ne me vient même pas à l'esprit.

Mais après tout ce qui s'est passé, celui qui vous parle aujourd'hui ici, est, n'en doutez pas une seconde, un révolutionnaire beaucoup plus propre que celui d'il y a vingt jours. N'en doutez pas une seconde.

Je dois vous dire modestement que, quoi qu'il en soit, quelle que soit la décision qui sera prise, vous pourrez vivre avec la conviction que je resterai un révolutionnaire, et propre, propre! Je ne peux pas vous dire que... quelque chose qui ne serait pas vrai. Que peut ressentir un être humain que son peuple méprise par sa faute.

Je crois qu'aujourd'hui le tribunal de ma conscience est plus dur que n'importe quel autre. Je voulais tout à l'heure vous parler de l'aide que j'ai reçue et je ne suis pas allé au bout de ma pensée. Lorsque le ministre m'a appelé – je crois que c'est par là que j'aurais dû commencer –, et il m'a appelé à deux reprises, je dois dire que je l'ai trompé et que je n'ai pas eu le courage de faire face. Pas de faire face au ministre, mais à ce que j'avais à lui dire. Lorsque je me suis décidé, il était trop tard. Et je me suis décidé parce que je savais que tout allait se savoir, et pas pour sauver ma peau, car je suis sûr d'une chose: que la vérité ait été découverte ou que je l'aie avouée moi-même, l'immoralité était telle que les conséquences allaient être les mêmes. Il n'y avait pas d'autre issue, pas d'autre issue; avant tout l'honneur de la patrie et de la Révolution était concerné: entre parenthèses, je crois que le prestige, l'honneur et l'altruisme de la Révolution cubaine sont plus forts que tout cela.

Mais il n'y avait pas d'autre issue, pas d'autre issue. Où que j'aille, et quel que soit le temps que je vivrai, j'assumerai cette attitude et cette responsabilité, et même si vous ne me croyez pas, aujourd'hui et depuis quelques jours je suis un autre homme. Mais... je n'ai pour moi-même que du mépris et je n'ai d'autre raison de vivre que... Je n'attends plus rien.

Bon, je voulais vous en dire plus long. Peut-être pourrai-je continuer plus tard...

Cette autocritique ne le sauva pas, pas plus que les réponses qu'il donna au « tribunal d'honneur ». Tout cela fut évidemment sans effet sur les soi-disant juges qui recommandèrent que lui soient repris ses titres et décorations.^[1] Il est vrai que devant ce tribunal, Raúl Castro, ministre des Forces armées révolutionnaires, présenta un rapport « pour analyser la conduite du général » où le ton était donné: Ochoa s'est engagé « dans un chemin sans retour qui le conduisit à outrager l'honneur révolutionnaire d'un militaire de notre État socialiste. Le premier qu'il ait trahi n'est autre que lui-même »... « hâbleries et fanfaronnades »... « obsession croissante pour les opérations commerciales »... « son souci apparent d'améliorer les conditions de vie des troupes n'était en fait qu'un prétexte à sa soif intarissable d'argent et d'affaires »... « populisme effréné »... « rôle de Roi mage à coups de détournements et de manipulations de fonds »... « Aveuglé par la vanité dans les moments cruciaux de la guerre », « projet délirant de s'ériger en tsar du trafic de drogue... », « pratiques immorales et dépravées, incompatibles avec les principes de la Révolution ». Raúl Castro fait part, comme si c'était un simple sentiment personnel, de sa conviction « qu'un châtement exemplaire s'impose » et qu'il faut « laver de façon exemplaire cet outrage causé à la Patrie, au Parti et aux Forces armées révolutionnaires ». Sans oublier le passage terrible qui concerne ses enfants: « Ochoa a encore une chance aujourd'hui, non pas de dédommager ses camarades et son peuple, car pour cela sa vie ne suffirait pas, tant sa déloyauté absolue est irréparable. Il a cependant la possibilité d'offrir à ses enfants une analyse autocritique et une réflexion qui les aide à comprendre la justesse sans équivoque des décisions de ce Tribunal et du tribunal militaire qui devra le juger »...

— **Le 28 juin** l'Assemblée municipale du Pouvoir populaire de La Lisa (La Havaneville) révoque le mandat de député d'Ochoa.

— Le comité central du PCC expulse le **29 juin**, lors de son 9^e plenum, Arnaldo Ochoa du Comité central et du Parti communiste.^[2]

Devant le tribunal militaire spécial, le procureur, le général de brigade Juan Escalona Reguerra, se surpassa dans la réalisation d'un remake, souhaité par Castro, d'un procès stalinien. On lira ci-dessous de larges extraits de son réquisitoire pour mieux comprendre la nature du régime révolutionnaire mis en place en 1959 et toujours debout, pour les raisons que Miguel Sales a bien mis en évidence.

La clarté n'est pas non plus la qualité première de ce réquisitoire qui précise toutes les facettes de la « trahison » d'Ochoa: morale, politique, économique et qui rabaisse l'accusé – c'est une loi du genre dans un système totalitaire – jusqu'à en faire un être dépravé, un jouisseur forcené. Comme dans l'autocritique de l'accusé, il s'agit de mettre en évidence sa

1. *Granma*, édition française, 2 juillet 1989.

2. *Granma*, édition française, 16 juillet 1989.

noirceur pour mettre mieux en lumière la totale innocence des frères Castro et de leur Révolution.

«La première personne que trahit Ochoa, c'est justement Fidel, dont il ne suffit pas de dire, à partir de solides arguments techniques, qu'il est son commandant en chef. Ochoa sait mieux que personne qu'il a trahi un symbole, une vie absolument limpide et qu'aucun mensonge n'a jamais souillée.

En portant atteinte à la crédibilité de Fidel, Ochoa – et à ses côtés les autres prévenus – ont poignardé la patrie et le peuple dans le dos.

Fidel est notre voix, notre représentation, celui vers qui nous accourons dans les moments difficiles, et il jouit devant l'opinion publique, les gouvernements étrangers et les organisations internationales d'une autorité telle qu'elle lui permet de faire la lumière sur la véritable situation de notre pays dans tous les domaines et dans les conjonctures les plus difficiles.

En démentant Fidel, Ochoa démentait Cuba et laissait le peuple à la merci des attaques de l'ennemi, affaiblissant dramatiquement la défense de la Révolution [...]

La trahison d'Ochoa envers Cuba est encore plus grave dans le cas du peuple angolais, ce peuple héroïque, noble et sacrifié, auquel près d'un demi-million de Cubains a tendu une main généreuse. Quel pire affront pour nos combattants internationalistes que celui d'avoir appris, des lèvres mêmes de leurs auteurs – et c'est bien là quelque chose d'insolite – que le chef de la mission militaire en Angola se consacrait à vendre à Luanda, au marché noir, du sucre, de la farine, du blé, du poisson et du sel pour recueillir quelques miettes d'argent sous prétexte d'améliorer l'ordinaire de la troupe, et que cet argent a lui aussi grossi son compte en banque de Panama [...].

Cela revient à rien de moins qu'à s'enrichir aux dépens de la faim du peuple angolais, auquel l'agression étrangère inflige des souffrances indicibles. Des estomacs affamés réclament ce sucre, cette farine, ce sel et ce poisson, tandis que des milliers d'enfants meurent tout simplement du manque de ces articles. Il est doublement criminel de spéculer au prix d'une telle misère. Même l'infamie consistant à trafiquer avec des diamants et de l'ivoire n'est pas aussi condamnable. Comment les autorités angolaises pourraient-elles penser que cet homme, qu'ils aimaient et respectaient, auquel elles confiaient des opérations militaires touchant des milliers d'hommes et qui avait ses entrées chez le président du pays, avait troqué son uniforme militaire pour le tablier d'un commerçant véreux! Comment peuvent-elles admettre aujourd'hui qu'il a consacré son talent et son temps, qu'il aurait dû destiner entièrement à la lutte contre l'Afrique du Sud, à des opérations avec des aliments, du bois, de l'ivoire et des diamants?

L'offense infligée par Ochoa à notre peuple, aux milliers de mères cubaines dont les enfants ont combattu en Angola, est encore plus grave. Quelle excuse peut-il offrir aux

orphelins et aux veuves de ceux qui sont morts et qu'il a offensés par sa conduite ignominieuse? Ochoa a tout fait pour détruire une légende et une mystique de courage et d'héroïsme formées par des milliers d'hommes qui se sont battus et sont tombés pour écrire ce qui, malgré lui, restera une page indélébile de l'histoire.

Or, camarade président, ces hommes qui ont combattu en Angola, déambulent dans nos rues, font fonctionner nos usines et nos hôpitaux, cultivent notre terre. Ces hommes, trahis par Ochoa, réclament justice et mettent dans les mains de cette Cour la responsabilité historique de laver l'affront, de nettoyer chacune des pierres dont sont faites les tranchées d'honneur et de gloire qu'ils ont creusées.

Je ne peux, hélas, conclure cet acte d'accusation, qui est un chapelet d'infamies, parce que tout n'est pas encore dit.

Ochoa, qui m'a semblé honnête sous bien des rapports, voire courageux, pourrais-je dire, dans la mesure où il a reconnu sa culpabilité sans chercher à éviter la condamnation qui l'attend, s'est toutefois efforcé ces jours-ci de se présenter comme un homme simple et austère. Or, dans les faits, Ochoa n'est ni l'un ni l'autre. Il n'est pas modeste étant donné ses aspirations à la richesse; et il n'est pas austère car il ne s'est jamais privé de rien. Il a obtenu tout ce qu'il a voulu et ce qu'il a souhaité, et pas toujours, bien entendu, de façon légitime. Et quand il en est arrivé à souhaiter ce qu'il ne pouvait obtenir dans cette société, il n'a pas hésité à s'en séparer et frayer ses propres voies, si douteuses qu'elles fussent. Et c'est ainsi que pour obtenir de l'argent, en quantités fabuleuses, il n'a pas hésité à s'engager sur la voie funeste du trafic de drogues.

Peut-il être modeste, un chef militaire qui ne sait pas se contenter des conditions de vie inhérentes à son rang et qui conçoit l'idée maladroite de se construire une demeure dans une forêt écartée, et rien moins qu'avec des essences précieuses – elles aussi mal acquises – de la jungle africaine où il était allé combattre?

De quelle modestie peut parler Ochoa, lui qui a joui de tous les plaisirs du ciel et de la terre? Il glissait déjà sur la pente de la dépravation, en arrivant à des actions immorales que l'accusé Patricio La Guardia a exposées en détail devant la Cour d'honneur et qui, par respect pour la décence n'ont pas été rendues publiques puisque, somme toute, elles n'apportent rien du strict point de vue judiciaire [...].

Reste donc, camarade président, à poser une question et à y répondre pour tirer des conclusions exemplaires. De quoi s'est lassé Ochoa? Pas du service militaire parce qu'Ochoa n'est pas un militaire de carrière ni l'héritier d'une famille de tradition militaire et parce qu'aucun militaire ne se serait jamais lassé d'un service aussi attirant que le sien. Ochoa ne s'est pas lassé des académies. Ochoa s'est lassé du service public ou en a eu assez de vivre consacré à une cause, a été dégoûté de lutter et de travailler pour autrui; il s'est lassé de la lutte de libération des peuples et il a décidé, en pleine connaissance de cause, en prenant des risques calculés, de vivre une autre vie, une vie qui

commence et finit en soi-même. Las et écéuré de la vie de combattant révolutionnaire, prêt à se frayer sa propre voie, Ochoa a choisi d'autres modèles et d'autres chemins: le modèle d'un Pablo Escobar, un baron de la drogue, un millionnaire qui agit sans contrôle, qui n'est soumis à aucune discipline, qui n'est freiné par aucun principe ni aucune idéologie; et le chemin de l'argent facilement acquis, celui du trafic de drogues.

Ce n'est qu'ainsi qu'on peut expliquer les actes démentiels auxquels Ochoa s'est prêté et les chimères qu'il a nourries dans son esprit. Ochoa, tout comme La Guardia et ces voyous déguisés en officiers du ministère de l'Intérieur, ont failli placer le pays à deux doigts de ne pouvoir riposter moralement à une agression des États-Unis qui, forts de ces faits prouvés, auraient pu compter en plus sur le soutien de leur opinion publique. Ochoa ne peut pas non plus mesurer le tort qu'il risque d'avoir fait d'ores et déjà au pays en discréditant Varadero, qui est notre principale place forte touristique, la région à laquelle la Révolution se confie pour développer une source de revenus importante et légitime [...]

Ce déluge d'injures, d'infamies et de mensonges qui s'abat en ce moment sur notre pays, émanant en premier lieu des agences de presse impérialistes auxquelles l'action de ces accusés sert d'excuse pour accuser Cuba – et pas ce groupe-ci – d'être liée au trafic de drogues, ces milliers d'infamies et de vexations, donc, sont la conséquence pure et simple des activités et du travail de ces messieurs.

Plus de dix millions de Cubains doivent souffrir patiemment les vexations, les campagnes de presse et les insanités sur la Révolution cubaine à cause de ces 14 illustres citoyens qui sont nés dans ce pays.

Quelqu'un peut-il avoir le moindre doute que les actions des accusés n'ont pas seulement mis en danger réel et imminent la sécurité, mais le prestige et l'honneur de notre pays? Nous savons tous que l'ennemi cherche la moindre occasion pour justifier toutes sortes d'agressions contre Cuba. Qui lui a fourni aujourd'hui cette possibilité? Pourquoi sommes-nous aujourd'hui en butte à une campagne de discrédit si brutale.

Parlons en plus de Varadero. On dit que cette station balnéaire peut devenir le paradis du tourisme de ce pays et je dirais presque du continent: le pays, plein d'enthousiasme, se prépare à faire de gros investissements à Varadero pour promouvoir le tourisme et pouvoir en quelque sorte obtenir les devises dont il a besoin.

Et voilà que du jour au lendemain, le paradis du tourisme se convertit dans la presse internationale en paradis du trafic de drogues alors que notre publicité se fonde justement sur le fait que nous sommes un pays sans drogues, un pays où la sécurité est assurée, un pays que les familles décentes du monde peuvent visiter en étant sûres que leurs enfants n'y trouveront pas de drogues. [...]



Je serais curieux de savoir combien d'heures ces illustres personnages du MC^[3] ont passé à manier la pelle et la pioche, à faire du travail bénévole.

Il est donc évident que ces faits sont au départ de graves campagnes de diffamation et de vexations contre notre pays et contre bon nombre de nos citoyens et, incroyablement, jusqu'à Fidel Castro en personne, jusqu'au ministre des FAR^[4] Raúl Castro et d'autres dirigeants prestigieux de la Révolution.

Pensez un peu combien nous nierions à tous crins et en toute loyauté, toute notre vie, le moindre rapport du général d'armée Raúl Castro avec la drogue, et que soudainement, l'ennemi nous présente un capitaine d'active des Forces armées en disant : « Regardez donc, le voici en compagnie de Pablo Escobar ».

Comment se peut-il, dans un pays civilisé et organisé, qu'un capitaine de l'armée sorte du pays, passe par le Panama, se rende en Colombie, arrive chez Pablo Escobar et s'entretienne avec lui ? Quelqu'un pourrait-il croire, après ça, qu'il n'était pas envoyé par Raúl Castro ?

Eh bien non, ce n'était pas Raúl Castro mais un puissant département du ministère de l'Intérieur, bourré de trafiquants de drogues qui, violant toutes les lois et abusant de ces prérogatives dont j'ai parlé plus haut, violant les lois nationales relatives à l'immigration, violant les contrôles douaniers, délivre des passeports, fait entrer et sortir qui ça lui chante. Je l'ai déjà dit en parlant d'Ochoa dans l'introduction de ce réquisitoire, et cela concerne donc aussi [...] Patricio La Guardia : si incroyable que cela puisse paraître, ces accusés ont oublié qu'ils vivaient dans un pays en guerre, ils ont oublié les milliers de combat-

3. Département « Monnaie convertible » du ministère de l'Intérieur.

4. Forces armées révolutionnaires.



Granma, édition française du 16 juillet 1989

tants qui risquaient leur vie pour défendre l'Angola pour exalter et poursuivre les traditions héroïques de nos combattants internationalistes, et ils s'intéressaient à Luanda aux défenses d'éléphant, aux diamants, aux essences précieuses, au pétrole, au sel, au marché noir. Heureusement que ces hommes ne dirigeaient pas directement les opérations, car dans le Sud, l'état-major général des Forces armées révolutionnaires et le général Leopoldo Cintras Frias ont été capables de conduire nos troupes à la victoire incroyable de Cuito Canavale, d'avancer victorieusement jusqu'aux frontières mêmes de la Namibie et de contraindre les Sud-Africains à s'asseoir à la table de négociations. Bien entendu, si ces généraux avaient commandé ces troupes, nous serions peut-être encore au niveau de Huambo ou de retour à Luanda, vaincus, parce qu'on ne peut avoir deux têtes: l'une pour penser à la guerre et l'autre pour penser au commerce, au sel, au marché noir, etc.^[5]

Le verdict du tribunal militaire spécial – la mort – fut confirmé par le Conseil d'État le 9 juillet 1989 et l'exécution eut lieu le 13 juillet.

Arnaldo Ochoa fut fusillé avec trois autres officiers, le colonel Antonio de la Guardia, le capitaine Jorge Martinez et le major Amado Padrón. Le ministre de l'Intérieur, José Abrantes, condamné à vingt ans de prison pour complicité, mourut en détention le 21 janvier 1991.

5. Granma, édition française, 16 juillet 1989.